



Cinquante-quatrième session

11 novembre 1999

Documents officiels

Original: français

Cinquième Commission**Compte rendu analytique de la 31^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mardi 9 novembre, à 10 heures

Président: Mme Wensley (Australie)
Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires :
M. Mselle

Sommaire

Point 127 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 127 de l'ordre du jour : Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne (suite) (A/54/393)

1. **M. Paschke** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne) indique que, comme l'avait demandé le Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine, il a fait distribuer le récapitulatif écrit de ses réponses aux questions soulevées lors de séances précédentes à propos du rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne (A/54/393).

2. Répondant ensuite aux observations d'un certain nombre de délégations concernant la conférence de presse qu'il avait donnée le 25 octobre pour présenter le rapport annuel du Bureau, M. Paschke tient à souligner que les propos qui lui ont été attribués par certains médias, et notamment par la Fondation pour les Nations Unies, déformaient ses déclarations. Tout en déplorant la réticence d'un certain nombre d'États Membres à l'égard des activités du Bureau des services de contrôle interne, il n'a jamais suggéré que ces États s'opposaient à la réforme ou qu'ils ignoraient systématiquement les recommandations du Bureau. M. Paschke affirme catégoriquement qu'à aucun moment il ne s'en est pris nommément à tel ou tel État Membre et demande aux délégations de ne pas lui faire porter la responsabilité des inexactitudes de la presse.

3. Le Groupe des 77 et la Chine se sont indignés de certaines remarques contenues dans la préface du rapport à l'examen. M. Paschke estime qu'en tant que responsable du Bureau, l'indépendance que lui ont conférée les États Membres l'autorisait à faire montre d'une certaine franchise, conformément à son mandat tel qu'il est défini dans la circulaire ST/SGB/273.

4. À l'intention du représentant de l'Égypte, M. Paschke précise que la section d'investigation du Bureau des services de contrôle interne procédera à une enquête au sujet de l'article affiché le 28 octobre par la Fondation pour les Nations Unies sur son site Web mais, selon toute vraisemblance, il ne sera pas possible d'identifier l'auteur de la «fuite».

5. **M. Barnwell** (Guyana), s'exprimant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, souligne qu'il n'a jamais attribué à M. Paschke les remarques incriminées mais juge regrettable que cinq pays membres du Groupe des 77 aient été mis en cause. Il conviendrait que la Fondation pour les Nations Unies fasse montre d'un plus grand professionna-

lisme. Le Groupe des 77 demande au Secrétaire général de faire la lumière sur cet épisode fâcheux. M. Barnwell sollicite également à nouveau des éclaircissements sur les remarques contenues dans la préface du rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne (A/54/393), où il est dit que les États Membres font la «microgestion».

6. **M. Demir** (Turquie) dit que sa délégation attache une importance prioritaire à l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation et que le Bureau des services de contrôle interne joue à cet égard un rôle très important. Il rappelle les circonstances dans lesquelles l'Assemblée générale avait créé le Bureau, en 1994, et constate avec satisfaction que, cinq ans plus tard, celui-ci a largement contribué à instaurer un nouveau style de gestion au sein de l'Organisation. Le taux d'application des recommandations du Bureau ne cesse de croître, atteignant les 85 % dans certains domaines, ce qui montre bien que les administrateurs de programme prennent les recommandations du Bureau au sérieux. On ne peut que se féliciter également des économies que le Bureau a permis de réaliser.

7. La délégation turque considère que l'indépendance du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne est la pierre angulaire du système et constate avec satisfaction que celle-ci n'a jamais été entamée. C'est avec un grand intérêt qu'elle a pris connaissance du bilan présenté dans la préface du rapport du Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne. Elle estime elle aussi que des progrès sont encore nécessaires dans les domaines de l'obligation redditionnelle, de la délégation des pouvoirs et de la gestion des ressources humaines.

8. En conclusion, M. Demir adresse au Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne, dont le mandat s'achève prochainement, tous ses vœux de succès pour ses activités futures.

9. **Mme Silot Bravo** (Cuba) appuie pleinement les déclarations formulées par le Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine. Tout en estimant, d'une manière générale, que le rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services de contrôle interne est de qualité, elle se dit elle aussi préoccupée par la préface de ce document, qui ne fait pas ressortir suffisamment clairement l'articulation entre les activités du Bureau et celles de l'ensemble de l'Organisation et ne permet donc pas de confronter les résultats obtenus avec les objectifs qui étaient ceux de l'Assemblée générale au moment de la création du Bureau. Au lieu de reprocher aux États Membres de «faire de la microgestion», il eût été préférable d'évoquer dans la préface la nécessité de mieux définir le rôle respectif des États Membres et du Bureau. La délégation

tion cubaine est également inquiète de lire qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de mandats et de redéfinir

les priorités de l'Organisation; elle estime qu'une telle observation n'a pas sa place dans la préface.

10. Abordant le corps du rapport, la représentante de Cuba se félicite de l'augmentation du taux d'application des recommandations du Bureau, mais aurait souhaité des informations sur l'application de certaines recommandations qui ne concernent pas des aspects strictement internes et ont une incidence sur les activités prescrites par les organes délibérants. De même, le renforcement des mécanismes de contrôle interne dans les fonds et programmes opérationnels est une source de satisfaction mais il aurait également fallu des informations faisant le point des délibérations sur le rôle du bureau en la matière, compte tenu des dispositions de la résolution 48/218 B.

11. En ce qui concerne les économies réalisées, la délégation cubaine réitère qu'elle est favorable aux efforts accomplis dans ce sens, mais estime qu'ils doivent être examinés au regard des objectifs de la création du Bureau. Elle précise en outre qu'il serait inacceptable que, sous couvert de réaliser des économies, le Bureau se mêle de déterminer les montants du budget.

12. La délégation cubaine s'associe à la déclaration faite par le Pakistan au sujet du paragraphe 29 du rapport.

13. Pour ce qui est des investigations, il convient de se féliciter que le rapport mentionne des cas où la Commission a recommandé d'innocenter des fonctionnaires. En ce qui concerne le contrôle, en revanche, le rapport préjuge de l'issue des discussions en cours à la Cinquième Commission et au Comité du programme et de la coordination (CPC) sur les questions budgétaires. Enfin, s'agissant de l'assistance électorale, la délégation cubaine critique elle aussi le fait que le rapport aborde des questions à connotation politique qui débordent le cadre du mandat du Bureau.

14. **M. Sial** (Pakistan) revient sur la recommandation formulée au paragraphe 29 du rapport annuel du Bureau des services de contrôle interne, selon laquelle le montant de 13 millions de dollars dû à la MONUA devrait être récupéré auprès du Gouvernement angolais ou, à défaut, déduit de toute demande de remboursement que celui-ci pourrait présenter par la suite. La délégation pakistanaise estime que cette recommandation n'est nullement assimilable à la résolution 51/12 de l'Assemblée générale. En tout état de cause, elle demande à nouveau quel article du règlement financier ou quelle règle de gestion financière justifie une telle recommandation, dont la portée peut être considérable.

15. Les commentaires du Secrétaire général adjoint concernant les faits cités sans preuve au paragraphe 22 du rapport ne sont pas convaincants et la délégation pakistanaise regrette que les précisions qu'elle avait réclamées concernant les procédures de recrutement des policiers n'aient pas été fournies par le Secrétariat.

16. Il est inexact de dire que les recommandations du Bureau concernant le Tribunal pénal international pour le Rwanda ont été suivies d'effet. D'une manière générale, la délégation pakistanaise avait demandé des précisions quant aux procédures d'application des recommandations du Bureau. Elle espère que ces informations seront communiquées à la Cinquième Commission.

17. Au sujet de la préface du rapport, la délégation pakistanaise demande à nouveau à M. Paschke de citer des exemples précis d'«attitude exagérément critique» de la part d'États Membres, ayant amené les «organes délibérants à faire de la microgestion». De même, elle estime que les remarques concernant le nombre croissant des mandats ainsi que la nécessité de redéfinir les priorités de l'Organisation outrepassent manifestement le mandat du Bureau et appellent des éclaircissements. Quant à la question de savoir si les économies réalisées par suite des recommandations du Bureau sont prises en compte dans les rapports sur l'exécution du budget, le Secrétaire général adjoint aurait dû être en mesure d'y répondre lui-même, au lieu de la renvoyer au Contrôleur.

18. La délégation pakistanaise note que le Bureau mènera une enquête concernant l'article paru sur le site Web de la Fondation pour les Nations Unies. Tout comme le Groupe des 77 et la Chine, elle attend du Secrétaire général des éclaircissements officiels sur cet incident. Elle n'en réaffirme pas moins son soutien aux activités entreprises par le Bureau en conformité avec les dispositions réglementaires de l'Organisation des Nations Unies et les décisions de l'Assemblée générale.

19. **Mme Powles** (Nouvelle-Zélande) dit que sa délégation appuie sans réserve la déclaration de la Turquie et remercie M. Paschke pour la compétence professionnelle et le dévouement avec lesquels il s'est employé à renforcer l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies.

20. **M. Moktefi** (Algérie) se joint aux orateurs précédents pour rendre hommage au professionnalisme du Secrétaire général adjoint. Toutefois, il émet certaines réserves quant à la gestion personnalisée adoptée par M. Paschke et regrette qu'il y ait eu des problèmes de communication avec la Cinquième Commission. La délégation algérienne estime qu'en dernière analyse, M. Paschke est responsable de la situation équivoque engendrée par sa conférence de

presse et demande que l'enquête sur les «fuites» soit effectuée le plus vite possible. M. Paschke fait état de la réticence de certains États Membres à l'égard du travail du Bureau. Or, l'Assemblée générale a pris, sur la base d'un large consensus, des décisions et des mesures pour donner suite à un très grand nombre de rapports du Bureau. En outre, 80 % des recommandations du Bureau ont été appliquées. Le Secrétaire général adjoint se déclare autorisé par une circulaire à faire des observations sur ses activités mais, bien que bénéficiant d'une autonomie opérationnelle, il doit se garder de formuler des commentaires «subjectifs», qui risquent de porter préjudice aux relations entre les États Membres et le Secrétariat.

21. **M. Orr** (Canada), s'associant à la Nouvelle-Zélande, salue les efforts assidus déployés par le Secrétaire général adjoint et la haute qualité de son travail.

22. **M. Lähdesmäki** (Finlande), parlant au nom de l'Union européenne, rappelle l'importance que celle-ci attache au renforcement du contrôle interne dans le système des Nations Unies. L'Union européenne souscrit aux déclarations de la Nouvelle-Zélande et de la Turquie et rend hommage au Secrétaire général adjoint et à son équipe, qui ont donné au Bureau des services de contrôle interne une solide assise.

23. **M. Paschke** (Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne) remercie tous les intervenants et déclare que les débats animés de la Cinquième Commission ont été extrêmement utiles et stimulants pour le Bureau. Lui-même s'est toujours efforcé de répondre de façon approfondie à toutes les questions qui lui étaient posées et il assure le représentant du Pakistan que ses observations seront dûment prises en compte, notamment dans le cadre des consultations officielles. Les éclaircissements demandés par le Guyana au nom du Groupe des 77 et de la Chine seront fournis par le Secrétariat. M. Paschke souligne que, s'il y a eu des problèmes de communications, il ne saurait en être tenu pour seul responsable. Il conclut en souhaitant que d'excellentes relations s'instaurent entre la Cinquième Commission et son successeur.

24. Après avoir remercié M. Paschke au nom de tous les membres de la Cinquième Commission, la Présidente propose de clore le débat général sur ce point et de renvoyer la question en consultations officielles.

25. *Il en est ainsi décidé.*

La séance est levée à 11 heures.